

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 2. — 20 Septembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Ni contre la C. G. T. U., ni contre le Parti Communiste Mais contre une mauvaise direction de la C. G. T. U. et du Parti

La formation d'une nouvelle minorité dans la C.G.T.U. est un fait de grande importance dans la vie de cette organisation. Il marque la fin d'une trop longue période durant laquelle le silence dans les rangs était quasi absolu. La C.G.T.U. calquait exactement le Parti. La « bolchévisation à la Zinoviev » puis le centrisme stalinien y sévissaient sans atténuation. Les assemblées syndicales étaient toujours unanimes. Seuls quelques opposants, toujours les mêmes, refusaient de se laisser intimider par les injures qui leur étaient prodiguées. Mais ils semblaient condamnés à rester seuls, isolés ; leurs critiques, si justes fussent-elles,

Tout d'un coup, à la veille du Congrès, de nouveaux opposants surgissent un peu partout, les uns ayant derrière eux des syndicats dont nul ne peut nier l'importance. Les fautes finissent quand même par se payer.

Les dirigeants de la C.G.T.U. accoutumés à une direction facile et disposant jusqu'alors d'un pouvoir absolu ne peuvent dissimuler la fureur qu'ils éprouvent de se heurter à une résistance sérieuse. Comme on est au lendemain du 1er août ils accusent tous ceux qui osent les critiquer d'être des poltrons, des paniquards.

Dans l'*Humanité* chaque jour et dans la *Vie Ouvrière* deux fois par semaine c'est une accumulation d'injures à l'égard des minoritaires. Cette préparation du Congrès donne la nausée : une résolution de la Commission exécutive de la XXe Union régionale va jusqu'à assimiler les opposants aux mercenaires des « syndicats jaunes des Reynier et Cie ».

C'est une grossière diversion. Les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. savent très bien que la plupart des opposants d'aujourd'hui l'étaient déjà bien avant le 1er août.

Les militants des T.C.R.P. ont déjà eu l'occasion, il y a plusieurs mois, d'infliger à Monmousseau et à la direction confédérale un échec cuisant. Ils ne sont ni des peureux ni des paniquards : ils en ont fourni la preuve, à plus d'une reprise, par des actes et non par des mots.

Ce sont précisément leurs luttes, leur expérience chèrement acquise, mais dont ils ont su tirer les leçons, qui les ont menés à une opposition ferme et conséquente. Ils pensent, ainsi que l'écrit Deveaux dans leur organe corporatif, l'*Unitaire*, « qu'un changement radical doit être opéré dans la direction et la tactique de la C.G.T.U., sinon ce serait à brève échéance la désorganisation totale du mouvement syndicaliste révolutionnaire de ce pays ».

Une autre catégorie de minoritaires comprend ceux qui, tout en étant fixés depuis longtemps sur les dangers que la direction

confédérale faisait courir au mouvement hésitaient à l'attaquer publiquement. Ils craignaient, en parlant, d'atteindre l'organisation elle-même.

Ils se sont trompés. La lamentable « journée du 1er août » les a convaincus qu'il fallait parler.

Enfin il en est quelques-uns, tel Schumacher dont la ligne a été plutôt capricieuse.

Assaillie et attaquée sans trêve par toute la presse du Parti, la nouvelle minorité a concerté son action en vue du congrès ; elle a lancé un appel aux syndicats.

Cet appel, et d'autres textes minoritaires

peuvent être considérés comme les décisions du congrès de Bordeaux que la direction confédérale a prises au panier ou qu'elle s'est montrée incapable d'appliquer. Mais la partie positive est insuffisante. On se borne trop souvent à reprendre la formule usée de l'autonomie syndicale. Tout le monde l'emploie ou l'a employée. Jouhaux prétend en être le champion ; les syndicalistes purs lorsqu'ils venaient dans les réunions ou les congrès avec leurs maltraques, affirmaient aussi la défendre. La minorité d'aujourd'hui ne peut s'en contenter comme programme.

Il faut aussi que les ouvriers puissent comprendre. S'ils sont tout disposés à admettre que des militants de syndicats unitaires soient irrités contre l'actuelle politique du Parti et de l'Internationale communiste, ils ne comprendraient pas que des hommes qui étaient hier encore membres du Parti communiste se dressent tout d'un coup en adversaires irréductibles du Parti lui-même et de l'I.C.

Au Congrès confédéral
Bourneton, fonctionnaire du Parti
défenseur de la direction du Parti
et de la C. G. T. U.
invoque et fait acclamer
l'autorité révolutionnaire
de Trotsky

VOIR EN 6° PAGE

Les dirigeants confédéraux ont cru habile de prendre la journée du 1er août comme point central de leur attaque contre les minoritaires. C'est sur ce terrain que ceux-ci doivent accepter la bataille, s'y accrocher et attaquer à leur tour.

Il faut rappeler l'in vraisemblable appel du Bureau de l'Internationale communiste pour les pays occidentaux et les folies qu'il contenait sur « la capacité de manœuvrer, la technique de lutte du prolétariat berlinois », etc., puis la retraite générale à laquelle les dirigeants des partis furent partout contraints par le bon sens des ouvriers du rang, les mots d'ordre changeants de grève générale, puis de grève ou de manifestation possible, puis de grève d'une heure. Montrer enfin ce qu'ont été la préparation de la démonstration puis la démonstration elle-même.

Quand la police fait irruption dans des réunions secrètes d'organismes dirigeants, cela prouve qu'elle est trop bien informée.

Quand les chefs qui appellent les ouvriers à descendre dans la rue doivent tous se cacher, cela prouve qu'ils ne comprennent rien aux conditions d'une démonstration ouvrière. On trouve naturel qu'un chef ne s'expose pas inutilement. On ne peut admettre une dérobade générale.

Quand les ouvriers, à mesure qu'ils « descendent » dans la rue sont arrêtés, cela prouve la sottise des chefs.

De plus, il faut montrer que cette « journée » n'a pas été un fait exceptionnel mais qu'elle est le couronnement d'une politique marquée par une série d'échecs. Ainsi, parlant du 1er août il est possible de remonter à ce que fut la politique générale de la direction confédérale et d'en faire une critique impitoyable et décisive.

Quand la première direction de la C.G.T.U. — de tendance anarcho-syndicaliste — faisait des fautes, Sémard et Monmousseau les dénonçaient et montraient qu'elles étaient la conséquence d'une politique déterminée. On ne lui ménagea pas les critiques quand elle déclencha une grève générale sans l'avoir suffisamment préparée.

Était-on pour cela contre la C.G.T.U. ? Pas du tout. On était contre une certaine direction de la C.G.T.U.

On avait raison. Mais il faut bien reconnaître que les tard-venus au communisme qui ont dirigé la C.G.T.U. en ces dernières années ont fait cent fois pire.

La répression sans précédent ordonnée par l'aspirant fasciste Tardieu rend plus difficile la tâche de la minorité. Mais ce serait l'aggraver encore, dans les conséquences qu'elle a pour la classe ouvrière, que d'en conclure qu'il faut renoncer à toute critique.

(Voir la suite en 6° page.)

La semaine

Les croiseurs de Macdonald

En Allemagne, Hermann Müller eut son cuirassé. En Angleterre, Macdonald a ses croiseurs.

Macdonald vient de mener à bien la première phase des négociations entreprises entre les Etats-Unis et l'Empire britannique pour canaliser dans les limites illusoire des conférences internationales la course aux armements navals des deux puissances qui se disputent l'hégémonie des mers. Le représentant de l'impérialisme vieilli et décadent s'est entendu avec le représentant de l'impérialisme jeune et triomphant.

Macdonald paraît obtenir que la parité s'établisse en 1936 sur la base, en ce qui concerne les croiseurs, de 340.000 tonnes pour la Grande-Bretagne contre 300.000 pour les Etats-Unis. L'amirauté britannique n'a pas voulu descendre au-dessous de ce chiffre, indispensable pour « la défense de l'Empire et la police des mers. » Lisez : « les pirateries coloniales et la sauvegarde des intérêts impérialistes. »

C'est le ministre des dockers, des mineurs et des cheminots anglais qui a défendu si vaillamment les intérêts associés de la vieille marine d'empire et de l'impérialisme britannique. Il s'est naturellement parfaitement entendu avec l'homme qui se trouvait en face de lui, le représentant technique de l'impérialisme vainqueur des Etats-Unis, le sous-secrétaire d'Etat Stimson. Le soi-disant délégué des ouvriers anglais et le représentant des trusts ont parlé le même langage.

La bourgeoisie anglaise ne s'y trompe pas. Elle sait que les pitoyables ministres travaillistes sont ses dévoués serviteurs. Sa presse les approuve avec enthousiasme. Cependant le conservateur *Morning Post* indique qu'il n'a rien pas beaucoup « l'argument favori qui lie la poursuite de la paix à la réduction de la marine » et il invite Macdonald à imiter plutôt Snowden à la Haye et à maintenir ferme les nécessités de « sa propre nation ».

Mouvement administratif

Le Conseil des ministres a fixé la rentrée des Chambres au 22 octobre. On agit beaucoup dans les milieux politiques la question d'un changement de ministère. On prête à Eriand, triomphateur à bon marché de Genève par ses hardesses tempérées d'ajournement, deux conceptions : soit l'élargissement de la concentration vers la gauche, soit une combinaison cartelliste.

Les milieux radicaux se remuent et prennent hypothèque sur l'héritage de Poincaré, beaucoup plus malade qu'on ne le dit. On se demande si Paul-Boncour se décidera enfin au geste pour lequel tout le monde sait qu'il attend son heure : rompre pour un portefeuille, l'unité du groupe parlementaire socialiste en entraînant une vingtaine de députés.

Les radicaux et les socialistes de collaboration revendiquent le pouvoir au nom de la politique internationale des Etats-Unis d'Europe : ils prétendent que c'est à eux qu'il appartient de réaliser cette idée démocratique et qu'ils doivent détenir les leviers de commande de l'Etat pour la mener à bien. La présence au pouvoir des travaillistes et des social-démocrates les rend pressants.

La bourgeoisie française, qui participe directement aux formations politiques cartellistes, peut laisser le pouvoir passer entre leurs mains. Sous son contrôle, elle peut les charger de poursuivre la politique des Etats-Unis d'Europe dont elle a impérieusement besoin, pour se défendre contre l'Amérique, mais pour laquelle elle est prise dans ses intérêts contradictoires.

Mais ce ministère démocratique présiderait aussi à la pesée du patronat sur les salaires ouvriers. Les socialistes ont déjà prouvé qu'ils ne peuvent offrir de résistance sérieuse à la volonté du patronat. La C.G.T. réformiste s'emploie en ce moment même à émasculer la résistance ouvrière.

La mollesse, la carence socialistes à s'élever contre les mesures de police d'empire de Tardieu (quelques lignes en petits caractères dans le *Populaire*) apaisent toute inquiétude de la bourgeoisie qui pourrait poursuivre la décapitation politique du prolétariat et même aurait le moyen de la présenter maintenant sous un jour hypocrite et adouci.

D'autre part la politique du parti communiste a débarrassé le terrain du puissant mouvement prolétarien qui aurait pu opérer une pression sérieuse sur un gouvernement prétendument de gauche et s'opposer, au travers des démocrates, aux volontés de la bourgeoisie.

Cependant la composition parlementaire ne semble pas permettre même cette modification de la composition ministérielle. Le « mouvement administratif » se réduira vraisemblablement à un simple élargissement qui ne modifiera que le pavillon du ministère.

Et pourtant étant donné les positions respectives des partis et des intérêts économiques, étant donné le cours des partis de gauche et la situation du mouvement ouvrier, jamais un remaniement ministériel n'est apparu moins dépourvu de conséquences.

UN HOMMAGE DE TARDIEU A LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Le ministre de l'Intérieur rappelle à la logique :

« Les socialistes votant contre votre serviteur avec les communistes qu'ILS FLETRISSENT A PARIS DANS LEURS JOURNAUX ET QU'ILS FUSILLENT DANS LES RUES DE BERLIN. »

Discours de Delle, 15 septembre.

Quelques bulletins de vote contre les aspirations des travailleurs contre les ouvriers révolutionnaires cela tout de même sa logique.

A travers journaux et revues

Fascisme An VII

Le fascisme fait recette dans la grande presse capitaliste. Dans le *Matin*, Henry de Korb publie une série d'articles intitulés : *Et l'Italie ?* Il se borne à des exposés, pas très spirituels, de l'état actuel de l'Italie. Bien payés sans doute. Dans le *Petit Parisien*, c'est plus hypocrite. C'est Henri Béraud qui tient la plume : *Ce que j'ai vu en Italie fasciste*. Depuis qu'il a écrit un livre sur « son ami Robespierre », Béraud se sent vraiment républicain. Le régime fasciste ? La trique et l'huile de ricin ? Ce n'est pas bon pour nous. Mais lorsque le régime parlementaire flanche, pourrait, qu'est-ce d'autre qui peut sauver la nation que la dictature ?... « Le fascisme fut d'abord une crise morale, une révolte de jeunes consciences, une réaction amère contre les épuisantes et troubles combinaisons du vieux libéralisme jacobin. » Hommages hypocrites : « Il demeure, certes, dans l'Italie de 1929, des hommes assez courageux pour braver en conspirant une impitoyable répression. Ce sont en général de jeunes ouvriers. » Sur l'affaire Matteotti :

Crime obscur et déconcertant, tout en replis de ténèbres, crime contre le régime autant que contre l'humanité, raison d'une imprudente faiblesse et qu'un pouvoir consterné ne pouvait ni absoudre ni flétrir. On se rappelle le retentissement de ce drame. Le régime en fut ébranlé. Sur le quai du Tibre, à l'endroit où les assassins s'étaient jetés sur le député socialiste, on voyait une croix noire barbouillée sur la pierre. Devant cette croix, le peuple défila un mois durant. Des paysans se jetaient à genoux

sur le trottoir, malgré la présence de fascistes en armes.

Oui, de cela Béraud semble s'être rendu compte : on peut bâillonner et réduire l'opposition petite-bourgeoise, avocats républicains et socialistes, mais on ne peut tuer l'irréductible force de lutte du prolétariat.

Centenaire de l'Algérie

Les fêtes impérialistes pour le centenaire de la prise de l'Algérie s'ouvrent par le krach de la Banque Algérienne de gestion : 40 millions de déficit. La grande presse et les revues plus ou moins officielles nous bombardent d'articles sur la colonisation de l'Algérie. Excellente occasion pour nous d'étudier la question. La *Revue des Vivants* (septembre) publie un numéro spécial, avec 9 articles sur la question, dont 4 écrits par des officiers ! On y trouvera une documentation intéressante. Dans l'*Europe Nouvelle* du 7 septembre on trouve aussi un article assez fourni sur le même sujet. Tous ces articles soulignent les progrès économiques de l'Afrique du Nord, mais aucun ne se préoccupe, bien entendu, de la situation des indigènes. Au contraire, on souligne que les Européens ne peuvent pas se fonder avec les Arabes, et que dans ces conditions on ne peut accorder aucun droit politique et syndical aux indigènes, qui sont 5.113.000 contre 833.000 Européens, et dont le nombre ne cesse de croître... Pillard et massacreur, l'impérialisme français poursuit son action, au Maroc, dans le Sahara, pourquoi pas dans toute l'Afrique ? Comme l'écrit l'*Europe Nouvelle* :

Politiquement, elle a été partagée tout entière entre les différentes puissances européennes. La mainmise est complète, totale. Peut-on imaginer qu'un pays pareil ne soit pas à la veille d'un immense développement ?

La prochaine guerre

Elle n'est pas encore imminente, mais elle se prépare, c'est incontestable. Dans la *Revue des Vivants* de septembre un nommé de Salneuve préconise l'usage intense de l'artillerie et l'abandon de la cavalerie. Il écrit carrément :

Dans la prochaine guerre, aussi bien sur le champ de bataille que sur les arrières, les gaz régneront en maîtres ; n'oublions pas que chevaux ne circulent pas au milieu d'une nappe de gaz.

Mais cette guerre-là, les prolétaires la retourneront contre leurs maîtres. Quant à la *Revue des Vivants*, organe du pacifiste Jouvenel, elle mérite bien son titre en ouvrant la voie aux nouveaux morts.

Le conflit sino-russe

La presse a donné de nombreux commentaires aux récents événements de Mandchourie. Le sens en était clair et il ne s'est naturellement pas trouvé une seule feuille pour attaquer la politique nationaliste de Tehang-Kal-Chek. Parmi toutes les perspectives évoquées par la presse, citons-en une particulièrement caractéristique, d'autant plus qu'on la trouve dans l'*Europe Nouvelle*, qui se pique de pacifisme, voire de sympathie envers les Soviets ; on y lit, dans le numéro du 27 juillet, sous la signature de M. Parnot :

Si la garnison et la population de Vladivostok ne sont plus ravitaillées, le gouvernement de Moscou peut s'attendre à des troubles, à des révoltes qu'il réprimerait difficilement. Comment alors empêcher les affamés de marcher sur Kharbine, où ils trouveraient, non seulement des vivres en abondance, mais aussi quelques cinquante mille Russes blancs qui n'attendent qu'une occasion favorable pour secourir le jing des Soviets ? La première conséquence du conflit sino-soviétique serait-elle la création, sur les rives du Pacifique, d'un gouvernement russe dissident ?...

Tentation, évidemment, pour certains impérialismes. Preuve aussi que les camarades qui ont soutenu, dans le mouvement communiste, le « bon droit » de la Chine, se sont fourvoyés grossièrement.

La Haye et Genève

Tchang Kaï Chek développe son offensive

Il n'est pas trop tard pour parler encore de la Conférence de la Haye. La grande musique de Genève vise à faire oublier cet épisode désagréable des assemblées intergouvernementales qui maintenant se multiplient. Du tournoi d'éloquence pacifiste comparée, il ne restera pas grand-chose. Il y a bien le projet de « fédération européenne » que Briand s'efforce de lancer dans la circulation mais devant les accueils divers qu'il reçoit, il est réduit à le présenter dans une de ces réunions d'après-dîner que les Anglo-Saxons consacrent d'ordinaire aux discours humoristiques. Parler d'une fédération européenne quand l'Europe présente, telle qu'elle a été fabriquée par le traité de Versailles, n'est pas viable, quand de nouvelles économies nationales artificielles ont besoin pour vivre de se défendre contre les voisins par de hautes murailles douannières, relève en effet du domaine de la fantaisie. Cette suée bourgeoise vers l'idée d'une Europe unie n'est intéressante que comme symptôme des rancunes et des colères suscitées dans le Vieux-Monde par les exigences impitoyables d'une Amérique bourrée d'or.

La Conférence de La Haye devait être une sorte d'apothéose. Il ne s'agissait de rien de moins que de « liquider la guerre ». Le plan Dawes n'avait été qu'une tentative d'ajustement des réparations imposées à l'Allemagne et de leur répartition entre les vainqueurs. C'était du provisoire, une expérience en vue d'un règlement général et durable. Le plan Young, en liant, sans le dire expressément, dettes et réparations, et même l'évacuation de la Rhénanie, allait permettre d'affirmer que les difficiles et dangereux problèmes de l'après-guerre étaient résolus. Personne, sauf les Américains, n'était très satisfait du règlement lui-même mais on en avait enfin fini avec toutes ces histoires de dettes et de réparations et c'est ce qui importait.

Or, jamais débats de conférence internationale ne furent plus âpres, plus pénibles, plus sorcides. L'attitude de Snowden refusant d'endosser purement et simplement le travail des experts, le ton sec et dédaigneux de ses interventions, déchaînèrent contre lui les journaux de France et d'Italie, tandis que ses amis de l'Internationale socialiste et ouvrière s'en montraient gênés. A plusieurs reprises on laissa entrevoir la rupture.

Mais il faut vraiment vouloir se tromper soi-même pour croire que de telles conférences peuvent se terminer sur un échec avoué et public. Le rythme de leur développement est maintenant bien connu. On assiste d'abord à une opposition assez brutale des divers intérêts en présence ; puis vient une période plus

ou moins longue de marchandages ; il faut laisser les opinions publiques qu'on a excitées dans chaque pays de façon que le compromis final soit accepté partout comme le moindre mal. Pourtant, l'Humanité se plaît à se tromper en annonçant des ruptures. Elle n'y a pas manqué cette fois encore. Le 28 août, quand les journaux annonçaient que l'accord était fait, elle imprimait, sur deux colonnes, que « les impérialismes demeurent irréductiblement inconciliables », ajoutant qu'elle allait « analyser le procès-verbal de la faillite et dégager les conséquences effroyables que la crise de la Haye ne peut manquer d'exercer sur la situation mondiale et sur le sort de la classe ouvrière ».

Était-il donc si difficile de découvrir ce qu'il y avait d'important et de nouveau dans les discussions sur les pourcentages des puissances ? que le remplacement de sir Austen Chamberlain par Snowden ne marquait pas seulement un changement de personne mais qu'il signifiait un renversement total dans la politique extérieure de l'Angleterre ?

Il n'y a pas que les bolchéviks qui savent préparer des conférences. Les bourgeois les font aussi fort bien à l'occasion. Pendant tout le temps que le Foreign Office fut dirigé par sir Austen Chamberlain, les conférences internationales étaient réglées d'avance. Londres et Paris se mettaient d'accord sur tous les points de l'ordre du jour et comme Chamberlain avait partie liée avec Mussolini et Briand avec Stresemann, la conférence était faite : on pouvait amuser la galerie comme on voulait.

Cette fois, le seul choix de la ville où se réunirait la conférence montra qu'il y avait quelque chose de changé.

Dès que les travailleurs eurent pris le pouvoir, ils s'empressèrent de déclarer qu'ils entendaient rompre avec la politique extérieure du cabinet conservateur renversé. Celui-ci avait laissé les rapports avec l'Amérique en fort mauvais état ; sa prétention, entre autres, de régler le problème de la limitation des armements navals par un accord conclu directement avec la France, avait irrité Washington. A peine redevenu premier ministre, Mac Donald fit annoncer son voyage en Amérique et, dans des déclarations répétées, affirma sa volonté d'établir des relations amicales avec le puissant rival d'outre Atlantique. On tournait le dos à Paris et à l'Europe et on regardait vers New-York. L'attitude de Snowden à La Haye ne fut qu'une manifestation de cette nouvelle politique par laquelle les travaillistes rejoignent lord Curzon et reprennent, à l'égard de la France et de l'Europe, la politique britannique traditionnelle. Pour ceux qui ne l'avaient pas compris, le *Manchester Guardian* prit la peine de l'expliquer, écrivant en pleine crise de la Haye :

« Locarno est bilatéral ; sa conclusion logique c'est que l'Angleterre fait partie de l'Europe mais n'est pas en Europe, qu'elle n'est ni pro-française ni pro-allemande, qu'elle n'a pas d'alliances, qu'elle se place entre les combattants possibles et même au-dessus d'eux, qu'elle n'a de contact spécial avec aucune capitale européenne sauf Genève. »

Ce rôle d'arbitre des affaires européennes, c'est celui qu'a joué, non sans profit, l'Angleterre pendant plusieurs siècles. Mais il a pris fin en 1914, quand elle a été contrainte d'entrer dans la mêlée pour abattre son rival d'alors, l'Allemagne. Elle ne le retrouvera plus car c'est maintenant l'Amérique qui le revendique. Elle est condamnée à se haïr désormais à l'Amérique comme elle se haïssait à l'Allemagne avant 1914, et ce grand conflit se développera comme l'autre, avec des temps d'arrêt, des essais de rapprochement, des appels aux origines communes, qui resteront sans conséquences pratiques.

La bourgeoisie ne peut liquider une guerre qu'en en préparant une autre. C'est seulement la classe ouvrière qui, aujourd'hui, peut liquider la guerre. — A. R.

La situation semble toujours stationnaire en Mandchourie.

Mais en attendant, le Kuomintang contre-révolutionnaire poursuit sa propagande. A Paris même il vient de publier un manifeste dont nous publions ci-dessous des extraits. Tous les travailleurs verront clairement où est l'impérialisme : s'il est aux côtés de la Russie, ou derrière Tchang Kai Chek.

Le manifeste en question s'intitule : *Déclaration du Kuomintang en Europe sur les causes réelles du différend sino-russe.*

Il s'exprime ainsi :

La déportation de fonctionnaires soviétiques du Chemin de fer Chinois de l'Est, compromis dans des complots politiques, n'est qu'une mesure nécessaire et urgente qui se justifie pour la sauvegarde de la sécurité intérieure et pour la défense du régime établi contre les étrangers indésirables...

La saisie du Chemin de fer Chinois de l'Est est une conséquence logique de la violation de l'accord de 1924 par les agents soviétiques qui ont utilisé les organes dudit chemin de fer comme instrument de propagande communiste et comme une base d'opérations perturbatrices contre le régime et le Gouvernement actuels de la Chine...

La guerre désirée par la Russie impérialiste rouge pourrait fort bien ébranler la paix, déjà si peu solidement établie, et entraîner les nations dans le gouffre irréparable d'une guerre généralisée.

En empêchant la Russie soviétique de faire une guerre de conquête, ce serait, non seulement une œuvre de justice vis-à-vis de la Chine, mais l'humanité tout entière y trouverait encore son propre salut parce qu'on ne peut prévoir quelles seraient les conséquences d'une telle guerre qui tendrait toujours à s'étendre, étant donné les rapports très compliqués entre les nations.

Que les nations petites et faibles sachent que malgré la sympathie hypocrite souvent manifestée par la Russie soviétique envers elles, l'impérialisme rouge est encore plus redoutable que les autres impérialismes...

Que les nations petites et faibles se soulèvent contre l'impérialisme rouge ennemi du principe national.

La responsabilité d'avoir troublé la paix du monde incomberait seule à la Russie soviétique et l'opinion mondiale saurait à qui s'en prendre. « L'opinion mondiale », cela veut dire tout simplement l'impérialisme. Car c'est uniquement sur un impérialisme que peut s'appuyer la Chine si elle veut provoquer la guerre. Une guerre, elle ne peut pas la mener seule, et la Russie ne la provoquera pas. — P. N.



Briand: "Chamberlain, why has thou forsaken me!"

Handell, in "Risadesadatech," Berlin.

Briand. — Chamberlain, pourquoi m'as-tu abandonné !



Le Chinois au Russe. — Prends aussi ça avec toi, vieux frère !

(« Ça » c'est la propagande.)

LE DANGER FASCISTE EN AUTRICHE

Vienne, septembre 1929.

Le 18 août, à Sant-Lorenz, petite ville de Styrie, province industrielle d'Autriche, l'organisation social-démocrate se préparait à fêter la dixième année de son existence. On prévoyait de paisibles réjouissances dans le jardin d'un café provincial, avec la participation de femmes et d'enfants, avec une revue des groupes de défense ouvrière (*Schutzbund*), avec de la musique et des discours dans le ton du marxisme autrichien : sur la valeur de la démocratie, sur la lutte par les armes intellectuelles, sur la pacifique « incrustation dans le socialisme » de la municipalité de Vienne avec ses maisons, ses asiles d'enfants, ses langes délivrés gratuitement aux mères indigentes et ses espérances en un large développement du tourisme : les riches étrangers, en achetant des articles de Vienne, aideraient à édifier « le socialisme en commune » ainsi que l'affirma un jour Karl Kautsky.

C'est ce que pensaient les ouvriers qui allaient à la fête... Il en arriva tout autrement. Parvenus devant l'endroit où la fête était prévue, un jardin de taverne, les ouvriers le trouvèrent occupé par des détachements de fascistes. Pareille rencontre n'annonçait rien de bon.

Des faubourgs industriels du voisinage, des détachements s'étaient dirigés vers le lieu de la fête. Dans les gares, sur la route, des gendarmes les fouillèrent, cherchant des armes, et saisirent cinquante-quatre pelles : « jouer au soldat », cela veut dire qu'on sait « jouer aux tranchées » et il faut des pelles pour y jouer.

Stratégie social-démocrate

Les ouvriers sont déjà habitués à ces procédés. Ce n'est pas la première fois que la police et la gendarmerie envahissent les locaux des organisations ouvrières, sous le prétexte de chercher des armes. Et chaque fois que l'appareil de l'Etat a saisi, chez les ouvriers, des armes en réserve, les leaders social-démocrates les ont invités à la non-résistance et au calme, invoquant de mystérieuses et supérieures considérations de « stratégie ». « Nous faisons appel au courage révolutionnaire du silence », a déclaré, dans une phrase « ailée » Otto Bauer. Et les ouvriers se sont tus, ils ont pris l'habitude de se taire, ils croyaient de leur devoir révolutionnaire de se taire. Après cela, leur fallait-il parler encore de cinquante-quatre malheureuses pelles ?

« Débarrassés » de leurs armes, évincés du local sur lequel ils avaient compté, les social-démocrates se trouvaient placés devant un dilemme : ou renoncer à fêter le jubilé, ou le fêter ailleurs. Il est hors de doute que les leaders social-démocrates auraient plus volontiers choisi la première solution. Mais, dans ce cas, on livrait les ouvriers à eux-mêmes et alors on se trouvait devant le danger de conflits possibles entre les ouvriers indignés et les fascistes qui les provoquaient de toute évidence. Voilà pourquoi les organisateurs de la fête décidèrent de la transférer du jardin de la taverne à la place de la Cathédrale.

En droit, ce meeting dans un endroit non indiqué d'avance était illégal.

Les fascistes décidèrent de mettre à profit ce prétexte pour verser le sang des ouvriers ; leur plan avait été élaboré d'avance.

Il faut considérer que tout d'abord ils avaient eu l'intention d'organiser une contre-manifestation le jour de la fête. Mais la police ne l'entendit pas de cette oreille et prétendit interdire les deux manifestations. Les fascistes renoncèrent alors, officiellement, à leur dessein. Il est maintenant absolument clair que cette décision n'était qu'une manœuvre. On comprend maintenant clairement pourquoi les gendarmes ne laissèrent pas passer les détachements du

Schutzbund qui, venant de la banlieue, se rendaient à la fête.

Pour l'ordre et la loi !

Le chef des fascistes fit savoir au chef de la gendarmerie que la réunion qui avait lieu sur la place de la Cathédrale constituait une infraction à la loi (!) et exigea qu'elle fût dissoute (!). Le représentant de l'autorité de la république démocratique n'osa pas contrevenir aux réclamations du représentant de l'organisation fasciste et décida d'interdire la réunion social-démocrate. L'orateur désigné pour le meeting fut averti que la réunion était interdite. Il fit connaître cette décision de la police aux ouvriers présents et déclara que les travailleurs se sépareraient dans le plus grand calme dès que les fascistes seraient sortis du jardin qu'ils avaient envahi.

Mais ces derniers profitèrent de l'occasion pour jouer le rôle de défenseurs de l'ordre et de la loi et ils se chargèrent eux-mêmes de dissoudre l'assemblée déclarée illégale. Après avoir cerné la place de trois côtés, ils prirent l'offensive contre les ouvriers pacifiques. Ce furent d'abord des coups de sifflet et des injures à l'adresse des « marxistes » ; mais bientôt ils firent usage de leurs armes : tac-tac de mitrailleuses, coups de fusil, coups de revolver, explosions de grenades. Le sang coulait. Le premier qui tomba, mort, parmi les ouvriers, était un membre du Schutzbund, père de trois enfants en bas âge...

Ainsi surpris, les ouvriers prirent la fuite. Hommes et femmes cherchaient leur salut dans un bois voisin. Les blessés s'efforçaient aussi de courir vers le bois et tombaient inanimés sur la route ; dans les fourrés, on fuyait aussi loin que l'on pouvait. Un petit nombre seulement de travailleurs, quelques centaines d'hommes, opposèrent de la résistance aux fascistes. Retranchés derrière un hangar voisin, ils usèrent de quelques revolvers et quelques fusils qu'ils avaient. Ils se battirent à coups de couteau, se servant aussi de planches arrachées aux palissades et de pierres...

Sauvagerie fasciste

La sauvagerie avec laquelle agirent les fascistes paraît assez évidente quand on saura que le premier ouvrier qui avait été tué, outre qu'il avait reçu une balle, fut percé de coups de couteau et meurtri de maintes manières à la tête, aux épaules, au dos, à la poitrine, aux bras et aux jambes. L'expertise médicale a démontré que certaines blessures avaient été infligées à un cadavre...

Durant deux heures environ, la bande fasciste sévit avec rage, soutenue indirectement par les autorités qui ne dissimulèrent pas leur sympathie pour elle. D'après des chiffres d'ailleurs inexacts, il y aurait eu 7 morts et plus de cent blessés des deux côtés. Les ouvriers de province, dans ce coin perdu de l'Autriche auront eu, au lieu du prêche sur la valeur de la démocratie qu'ils attendaient, une leçon pratique, une démonstration du contraire ; mais ils l'ont payée de leur sang.

Le prolétariat, et notamment le prolétariat autrichien n'en est pas à la première expérience de cet ordre : il a bien des fois payé de son sang les leçons que lui imposait la lutte de classes. Si tragique que soit l'épisode du 18 août, la riposte ouvrière serait décisive si le prolétariat autrichien en tirait les conclusions qui conviennent. Mais, pour l'instant, le prolétariat, dans son immense majorité, n'en est pas arrivé à de telles conclusions.

Les bureaucrates syndicaux ont réussi à étouffer quelques explosions de grèves de protestation. Les leaders de la social-démocratie ont réussi à rétablir le calme et la

passivité dans la masse ouvrière qui s'agitait. A vrai dire, tantôt ici, tantôt là, le mécontentement éclate ; à la conférence de l'organisation social-démocrate de Vienne, pourtant soigneusement tamisée et sélectionnée on a entendu des militants réclamer des armes ; dans une petite ville voisine de Sant-Lorenz, une foule ouvrière a failli lyncher le leader local des fascistes ; dans un des faubourgs de Vienne, un jeune ouvrier, exaspéré au dernier degré par un fasciste qui discutait avec lui et qui finit par tirer sur lui, planta son couteau dans le corps du fasciste.

Responsabilité social-démocrate

Mais tout cela ne diminue en rien le tragique de la situation dans laquelle se trouve le prolétariat autrichien. Une armée d'un million d'hommes, disciplinée, organisée, bien préparée, est condamnée à l'impuissance et à l'inaction par la politique obtuse des marxistes autrichiens. Avec les fascistes, assassins des ouvriers, les social-démocrates autrichiens doivent répondre du sang ouvrier qui a été versé.

Il y a dix ans, lorsque, par toute l'Europe, montait le flot de la révolution, lorsque les ouvriers d'Autriche réclamaient un pouvoir soviétique et la dictature du prolétariat, les marxistes autrichiens cherchaient à démontrer que la guerre civile serait une calamité et ils armaient les fascistes d'aujourd'hui. Le ministre de la guerre d'alors, actuellement généralissime du Schutzbund, M. Julius Deutsch, délivrait les armes des arsenaux aux compagnies de petits bourgeois provinciaux qui avaient été créées pour défendre le territoire de la république bourgeoise. Ce sont des éléments de ces compagnies qui ont formé les organisations fascistes actuelles, entretenues maintenant par les banques viennoises, par le syndicat des industriels et par leurs excellences les agrariens.

Depuis dix ans, l'austro-marxisme n'a rien fait pour enrayer la croissance de ces organisations. Tandis que les ouvriers, avec l'assentiment tacite des social-démocrates qui se refusaient à agir, étaient méthodiquement désarmés par les autorités, les organisations fascistes, grâce au même consentement tacite et à la même inaction, s'armaient méthodiquement. Durant dix ans, ils ont pillé les arsenaux de l'Etat et ont reçu, en contrebande, des armes et des munitions d'Allemagne et de Hongrie. Tandis que l'austro-marxisme baisait la terre devant le fétiche de la démocratie, l'armée du fascisme se formait tout près de lui et elle compte actuellement plus de 100.000 hommes ; admirablement pourvue, protégée par les autorités, subventionnée par les banques et par l'industrie, elle utilise la politique de l'austro-marxisme pour pénétrer dans les rangs de la classe ouvrière.

Des syndicats fascistes

Les « syndicats libres » d'Autriche sont, relativement, une des plus fortes organisations du prolétariat mondial. Le principe du *geschlossener Betrieb*, c'est-à-dire de l'entreprise fermée aux non-syndiqués, prédominait. Inutile de dire quelle est l'importance de ce principe dans la lutte quotidienne du prolétariat. Et c'est précisément pour cela que la bourgeoisie se donna pour tâche essentielle d'ouvrir une brèche dans ce principe. Sur cette question encore, l'austro-marxisme a capitulé : les syndicats ont officiellement reconnu, voilà deux ans, le principe démocratique de la liberté des organisations dans les entreprises. Les syndicats ont forcé les ouvriers à travailler la main dans la main, avec les briseurs de grève. Les patrons, surtout en province, ont profité de la pénible situation du travail sur le marché pour obliger les ouvriers, sous menace de renvoi, à entrer dans les organi-

sations fascistes. Ainsi, l'armée du fascisme a été complétée par des ouvriers. A vrai dire, le fait le plus tragique, dans l'épisode sanglant du 18 août, c'est que l'attaque contre une assemblée ouvrière a été déclenchée par une compagnie d'ouvriers mineurs fascistes.

Les organisations fascistes sont devenues particulièrement agressives depuis le 15 juillet 1927. C'est à la même date que commence la capitulation de plus en plus franchement avouée de la social-démocratie devant le fascisme et la bourgeoisie.

Le 15 juillet 1927, en effet, la social-démocratie obligeait les détachements du Schutzbund à lâcher pied, abandonnant dans la rue, sous les coups de feu, une masse ouvrière désarmée. Ensuite, dans le parti, ce fut l'aile droite qui l'emporta et qui proposa, en termes peu équivoques, une coalition avec la bourgeoisie.

Le 7 octobre 1928, lorsque les détachements fascistes firent leur première manifestation, au nombre de 20.000 hommes, dans le centre même de l'industrie autrichienne, dans la citadelle du prolétariat, à Wiener-Neustadt, jetant un défi à tout le prolétariat, les austro-marxistes ne songèrent même pas à tenter d'obtenir l'interdiction ou le sabotage de cette provocation. Cela restait sur le terrain des « principes de la démocratie » et après le 7 octobre, par la voix de Renner, ils proposèrent à la bourgeoisie une coalition, ils se déclarèrent disposés à licencier le Schutzbund et à rétablir « la paix intérieure ». En réponse, un prêtre catholique, professeur de théologie, père spirituel des fascistes et chef du gouvernement, Mgr Seipel, leur fit une conférence presque « marxiste » sur la lutte de classes considérée en tant que résultat des antagonismes de classes. Plus les fascistes devenaient provocants, plus les austro-marxistes se montraient dociles.

Et après le carnage du 18 août, les austro-marxistes, au lieu d'exiger la dissolution des organisations fascistes armées, la mise en jugement des leaders du fascisme et des autorités coupables, au lieu de faire une grève de protestation, au lieu de faire campagne pour l'expulsion des ouvriers fascistes de leurs entreprises et pour l'armement du prolétariat, ils ne réclament, humblement, par tous leurs organes officiels qu'une seule chose : la coalition. En revanche, le président du parti, gouverneur et bourgmestre de Vienne, Seitz, a montré de la fermeté, de la résolution : il a prolongé l'interdiction des manifestations dans Vienne-la-Rouge où les fascistes n'osent sortir que protégés par un triple cordon de police !

Ce que veut la bourgeoisie

Le capitalisme autrichien, bien que les perspectives soient maintenant pour lui plus favorables, n'est pas encore sorti de la crise. L'économie autrichienne dépend plus que toute autre du marché mondial. C'est pourquoi, sur ce marché, la faculté de concurrence de l'Autriche constitue une grave question. Or, pour qu'elle soit capable de concurrencer, il lui faut la rationalisation, la concentration, l'asservissement par les banques de la moyenne industrie spécifiquement autrichienne, la destruction des organisations ouvrières, des restrictions dans la législation sociale, et il lui faut enfin attirer les capitaux étrangers. Le fascisme doit servir d'instrument pour la rationalisation, pour l'introduction de l'Autriche dans le système de la politique impérialiste et du commerce mondial.

Le voisinage de pays soumis à la dictature de la bourgeoisie, — Italie, Hongrie, Yougoslavie — ne peut que renforcer les espérances des fascistes autrichiens. Toute cette situation met à l'ordre du jour le danger d'un coup d'Etat fasciste en Autriche.

Il serait pourtant erroné de croire que toute la bourgeoisie est intéressée au triomphe du fascisme. Il existe en Autriche une couche de moyenne bourgeoisie dans l'économie de laquelle la main-d'œuvre ouvrière joue un rôle secondaire. Elle déteste le capital financier qui tente de l'asservir, de la

priver de son indépendance. Elle n'a aucun intérêt dans la politique mondiale de l'impérialisme avec ses monopoles, ses cartels et ses droits de douane. Elle rêve avant tout de « liberté du commerce », elle rêve d'attirer en Autriche de riches touristes étrangers. Elle a besoin de la « paix intérieure », du calme et d'une politique fiscale modérée dans la commune de Vienne. Les intérêts de cette couche de la bourgeoisie sont représentés et défendus par l'austro-marxisme. Les intérêts qui découlent de la nature sociale de cette couche marquent la limite jusqu'à laquelle l'austro-marxisme peut résister aux tentatives fascistes. Mais cette couche même représente l'hier de l'évolution capitaliste et sera inéluctablement battue dans les luttes sociales d'aujourd'hui et de demain.

Il faut un parti du prolétariat

Il est absolument évident qu'une résistance au fascisme ne peut être que le fait d'un parti du prolétariat. Mais ce parti n'existe pas encore. L'austro-marxisme est objectivement le parti d'une bourgeoisie libérale qui se meurt, écrasée par le capitalisme monopolisateur.

Ceci ne dément aucunement le fait essentiel qu'elle a pour base sociale l'aristocratie ouvrière. On sait que l'aristocratie ouvrière n'a ni physiologie politique à elle, ni idéologie à elle. En politique, elle se place toujours à la remorque de telle ou telle couche de la bourgeoisie. Le Parti communiste autrichien, qui incarne tous les vices de la direction actuelle de l'Internationale communiste et de l'austro-marxisme pris ensemble, est si petit et si faible qu'on peut le considérer comme un impondérable. Sa « ligne politique » est de combiner une phraseologie ultra-gauchiste, dénuée de tout principe, avec les principes « théoriques » de l'austro-marxisme poussés à l'extrême, c'est-à-dire qu'il manque d'une ligne révolutionnaire suivie.

Dans sa lutte contre le fascisme, le parti signale avant tout que les fascistes autrichiens sont surtout une armée destinée à l'intervention contre l'U.R.S.S. Dans la bataille syndicale, le parti veut soutenir avant tout les ouvriers non organisés, bien qu'il n'y ait eu en Autriche, dans les syndicats, aucune scission, bien qu'il n'y ait pas eu d'exclusions en masse. Inutile de dire que toutes les considérations théoriques sur le caractère de l'économie autrichienne, sur la rationalisation, sur la politique douanière de la bourgeoisie, sur l'importance de la législation sociale, etc., sont empruntées par le parti, sans aucune critique, aux austro-marxistes. Tout cela exclut presque toute possibilité d'une croissance du parti au cours des batailles de classes. En outre, le parti manque de toute force. Il compte environ 3.000 membres.

Ainsi donc, le prolétariat autrichien est doublement désarmé. D'où la plus grande vraisemblance d'un coup d'Etat fasciste en Autriche.

Par suite se pose, d'une façon plus aiguë, le problème de la transformation radicale de la politique, des méthodes et du régime du Parti communiste. Et cela exige de l'opposition, pour l'instant encore peu nombreuse, le maximum d'énergie, de dévouement et de persévérance.

J. Gr.

Lettre de Russie Engouement pour l'américanisme

Moscou, septembre 1929.

La capitulation de Raдек, de Préobrajensky et de quelques autres, ne facilite évidemment pas la situation de ceux qui persévèrent, et qui sont d'ailleurs le vrai nombre. On peut expliquer, jusqu'à un certain point, cette capitulation par le désir de travailler, la lassitude d'une lutte qui apparaît à première vue stérile et sans issue, c'est-à-dire sans perspectives prochaines, l'impossibilité de s'entendre, de discuter, en un mot une marche entravée. Il faut aussi compter avec une idée que le temps — et aussi l'histoire — redressera : l'idée que les moyens importent peu. Il ne suffit pas que la ligne soit juste, il faut aussi que les moyens soient appropriés.

La plupart de ces camarades qui évoluent si facilement ne voient que le schématisme grossier de la « ligne juste ». Mais il ne peut pas y avoir de ligne juste dans l'application quand les moyens sont mauvais, quand l'appareil est défectueux. Celles, la ligne juste suscite dans une certaine mesure ses moyens d'application ; mais lorsqu'il s'agit des organisations, la qualité et la structure de celles-ci exercent sur la « ligne » une influence décisive...

Ici l'on s'engoue d'américanisme et l'on découvre les vérités premières du capitalisme avec une candeur bien déplaisante. De jeunes poètes soviétiques intitulent un volume-programme : Business. Américanisme que l'on voudrait décalquer pour en faire du socialisme...

Le grand livre de la saison dernière a été l'Envie, par Jovri Olech, roman dont le héros est un directeur communiste de fabrication de saucissons, bon vivant, pratique, absorbé par son affaire, en qui on peut reconnaître, trait pour trait, les directeurs de fabrication de tous les pays du monde pour lesquels l'invention d'un nouveau modèle de bouton de culotte ou d'une nouvelle forme de boîte de conserves est la grande affaire et qui sont équilibrés, pratiques, conformistes à souhait. Un autre héros du livre est un jeune communiste négateur du sentiment, sportif, rationnel et dévoué à l'ordre comme un jeune nationaliste de n'importe où.

Les livres, articles et études sur Ford paraissent en série, sans que personne ait songé à poser à fond le problème des rapports du fordisme et des intérêts du prolétariat et du communisme. Toujours le même défaut : on ne voit plus que le moyen, la forme sans comprendre que tous les moyens ne mènent pas à la même fin. C'est une idée bien anti-prolétarienne. Car il me semble que le prolétariat est payé pour savoir qu'on ne peut pas écrire avec un tournevis : toute la technique repose sur une appropriation croissante des moyens à la fin poursuivie... - N.B.

Toujours des « trotskystes »

Dans Prometeo, organe de l'opposition communiste italienne, nous trouvons cette communication du secrétariat du Parti communiste italien :

« Les camarades Ersilio Ambrogio, Virgilio Verdaro et Arnaldo Silva ont été expulsés du Parti communiste de l'Union soviétique (dans lequel ils étaient passés du Parti italien), pour travail fractionnel et conspiratif tendant à la création d'une organisation parallèle à l'Internationale communiste et à la convocation d'un Congrès de la fraction des groupes soi-disant de « gauche » de l'émigration italienne, pour avoir soutenu les trotskystes, pour s'être refusé à remettre à la Commission centrale de contrôle, la clef du chiffre dont ils se servaient pour leur correspondance clandestine avec l'extérieur et pour avoir refusé de renoncer à leur activité fractionnelle. »

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

Un capitaine incapable peut se faire tuer à la tête de sa compagnie. Il n'en reste pas moins que sa sottise a entraîné la mort des soldats. Et la conclusion c'est non qu'il faut faire le silence et couvrir d'avance les chefs incapables, mais les chasser.

La condition nécessaire c'est qu'on en finisse avec cette comédie grotesque qu'est l'autocritique, et qu'on en revienne à la simple critique où chacun peut en prendre pour son grade.

Quand l'autocritique fut inventée par des stalinien, eux-ci écrivirent tout naïvement dans leur projet que l'autocritique s'étendrait à tous — sauf à la direction. Jusqu'à la direction mais pas à la direction qui devenait tabou. Quelqu'un fit remarquer que c'était là un aveu maladroit. On modifia donc ce projet — que l'opposition a eu entre les mains — en supprimant le passage trop révélateur. Mais l'application a montré clairement les limites de l'autocritique qui n'est, en fait, qu'une arme de plus aux mains du centre dirigeant pour se débarrasser de ceux qui pourraient le critiquer dangereusement.

Monmousseau peut exclure Boville du Parti. Il ne peut pas — pas encore — l'exclure de la C.G.T.U. Mais cela ne signifie pas que la minorité aura la vie tranquille dans la C.G.T.U. Tout indique au contraire que la direction est résolue à mener contre elle une guerre sans relâche, à la combattre par tous les moyens. Aujourd'hui on est déjà aux injures les plus blessantes (c'est une C.E. d'Union régionale qui ose assimiler les minoritaires aux « jaunes à la Reynier ») ; on dresse les inorganisés contre les syndiqués. Demain on trouvera autre chose. On s'efforcera, au moyen des journaux du Parti, de déconsidérer les militants minoritaires, en les qualifiant chaque jour de contre-révolutionnaires, de paniquards et, si on ne réussit pas ainsi à s'en débarrasser, on tentera de leur rendre la maison inhabitable pour que, lassés et écœurés, ils s'en aillent d'eux-mêmes.

Les dirigeants confédéraux ne parlent plus beaucoup de syndicats de masse. Ils craignent des ripostes trop faciles. L'appel aux inorganisés montre qu'ils sont prêts à se contenter d'effectifs syndicaux de plus en plus réduits ; pour l'agitation superficielle qui est le fond de leur politique, les inorganisés sont plus maniables.

La tâche de la minorité sera précisément de ramener sans cesse l'attention sur ce qui constitue le rôle même, la fonction propre de la C.G.T.U. Et, puisque cela est nécessaire, dire que la C.G.T.U. doit être une organisation syndicale d'abord. Si elle ne devait que doubler le Parti, n'avoir d'autre activité que celle qui lui serait indiquée par le Parti, alors elle n'aurait plus de raison d'être, elle pourrait disparaître. C'est ce que la direction actuelle est en train de démontrer.

De l'attitude de la minorité, du programme qu'elle se donnera, de la tactique qu'elle suivra au lendemain du Congrès dépend son propre avenir et, dans une grande mesure, l'avenir de la C.G.T.U. elle-même.

A. Rosmer.

Trotsky acclamé par le Congrès

Mardi, à la séance du matin, Bourneton était à la tribune. C'est un des défenseurs les plus acharnés de la direction du Parti et, par suite, de celle de la C.G.T.U. Il menait une vive attaque contre la Ligue syndicaliste quand, à un moment de son discours, il déclara qu'il allait faire intervenir un allié imprévu. Il déploya alors un journal — c'était le premier numéro de la *Vérité*, mais il se garda bien de le dire : il ne faut pas nous faire de réclame ! — et lut quelques extraits de l'article de Trotsky sur le conflit sino-russe. Ses amis, c'est-à-dire la grande majorité du Congrès, saluèrent cette lecture d'applaudissements enthousiastes.

Était-ce de l'inconscience ? Car Bourneton, fonctionnaire du Parti, fait naturellement la chasse aux « trotskystes » et, stalinien zélé, il approuve toutes les mesures prises contre l'opposition russe : emprisonnement, déportation en Sibérie, exil.

Non, ce n'était pas de l'inconscience. Bourneton et ses pareils peuvent signer et voter des résolutions dénonçant les communistes de l'opposition comme des contre-révolutionnaires. Ils savent bien, au fond, qu'il n'en est rien, que ce sont là des phrases de style, et c'est pour quoi, dans une discussion, ils trouvent tout naturel d'invoquer l'autorité révolutionnaire de Trotsky.

Ce qui ne les empêchera d'ailleurs point, demain, de traiter de nouveau Trotsky de contre-révolutionnaire et de faire front unique avec les gouvernements bourgeois, socialiste et travailliste, pour l'empêcher de sortir de Turquie.

Sur le rapport d'activité

Il y a décidément quelque chose de changé dans l'atmosphère unitaire.

La minorité n'est plus réduite à un petit groupe que les grands chefs traitent comme une méprisable petite armée. Elle sent qu'elle est une force et que, cette fois, il faudra compter avec elle.

Le congrès est naturellement un congrès fait par l'appareil et le vote final est connu d'avance. Il y aura une grande majorité pour approuver le « rapport d'activité ».

Mais ce qui est non moins sûr c'est le trouble et l'inquiétude que révèle l'attitude de beaucoup de ces délégués qui voteront pour la direction confédérale. L'« activité » de ces deux dernières années a été trop dommageable aux organisations pour que tout militant syndical sérieux ne soit pas soucieux quant à l'avenir. On sent très nettement qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans la maison confédérale.

Cela n'empêchera pas, d'ailleurs, que, dès le début, le congrès, reprenant à son compte une odieuse et stupide décision de Bordeaux, ne décide d'interdire l'entrée du congrès à la Librairie du Travail, dont chacun connaît le désintéressement absolu aussi bien que la tâche ardue qu'elle poursuit, dans le seul intérêt de la classe ouvrière. Comme à Bordeaux, la Librairie du Travail devra, cette fois encore, rester à la porte.

Cela n'empêchera pas non plus les rédacteurs de l'*Humanité* de s'en donner à cœur joie dans la déformation des discours des délégués minoritaires.

Les dirigeants confédéraux et leurs partisans ont plein la bouche de la démocratie syndicale. Il est vrai que les orateurs de la minorité peuvent parler et qu'un temps suffisant leur est accordé pour dire ce qu'ils ont à dire.

Mais comment leurs paroles parviendront-elles aux syndiqués ? Il n'y a qu'un compte rendu, celui de l'*Humanité*, et c'est une déformation systématique.

Ainsi rapportées, les interventions minoritaires se trouvent dépourvues de tout sens.

Pourtant, il en est quelques-unes qui ont porté et dont on ne se débarrassera pas aussi facilement.

Des faits ont été révélés qui seront enregistrés et commentés. Ils jettent une lumière crue sur la politique des dirigeants confédéraux, sur la légèreté avec laquelle ils se comportent vis-à-vis des organisations syndicales.

Pour aujourd'hui, nous sommes contraints de nous borner à noter brièvement quelques-uns de ces faits, car, lorsque nous rédigeons ces impressions, la discussion du rapport n'est pas encore achevée et il faut bien dire qu'elle est passablement confuse.

Deveaux, des T.C.R.P., a rappelé que son syndicat s'est prononcé à trois reprises contre le rapport d'activité. Les syndiqués de son organisation se sont élevés contre la prétention du Bureau confédéral d'imposer l'acceptation en bloc d'un rapport alors que, par ailleurs, on vante les vertus de l'autocritique.

On est las, dans son organisation, des ordres donnés par les dirigeants irresponsables du Parti.

Après avoir montré que les hommes qui veulent diriger le mouvement ont accumulé gaffes sur gaffes, aboutissant à une série d'échecs, il rappela comment, en 1925, au moment de la grève générale contre la guerre du Maroc, Monmousseau et les dirigeants du Parti, malgré ses avertissements, ont voulu utiliser le syndicat des transports en commun comme troupe de choc, démarrant ainsi en partie une organisation qui comptait plus de 10.000 membres.

Deveaux a déjà voulu mentionner ce fait à un congrès de la 20^e Union Régionale, mais Monmousseau s'écria aussitôt : « Ne revenons pas là-dessus ! »

Quant à la « radicalisation », Deveaux pense qu'il vaudrait mieux la qualifier de « gargarisation » de mots d'ordre successifs et contradictoires. C'est une chose qu'on devrait voir, alors qu'elle n'est qu'un thème à discours. Tardieu a fait arrêter, d'un coup, une centaine de militants à Villeneuve-Saint-Georges, et ce coup de force a été encaissé sans riposte de la classe ouvrière.

L'intervention vigoureuse de Boville produisit une vive impression sur le congrès. Chaudement soutenu par la minorité, et aussi, fait significatif, par une partie des auditeurs qui garnissent les tribunes, il déclare ne pas accepter les méthodes de discussion introduites dans la C.G.T.U. par les dirigeants communistes.

La peur d'être traité de droitier fait que chacun, maintenant, veut être plus à gauche que son voisin. Cela crée une atmosphère dangereuse dans les organisations.

Boville n'a pas oublié 1908 et les agissements du mouchard Métiévier et il pense que le système de la terreur employé contre les minoritaires ne peut que favoriser les provocateurs.

On proclame le rôle dirigeant du Parti communiste. Mais il faut voir les résultats.

La politique suivie par le Parti communiste a réduit considérablement les effectifs du Parti. Appliquée à la C.G.T.U. elle a fait subir à celle-ci un recul sensible.

Le Parti a perdu les trois quarts de ses membres et la C.G.T.U. est tombée de 500.000 membres à 250.000, tandis que la C.G.T. réformiste profitant des fautes commises par les communistes, n'a cessé de progresser.

Il ne faut pas parler à la légère de l'illegalité. Sans doute le rejet dans l'illegalité pourrait permettre aux dirigeants du Parti de cacher leur faillite. Mais, pour la C.G.T.U. ce serait la mort.

Certains syndicats pourraient s'en accommoder. Le syndicat des boulangers, par exemple, a déjà, dans le passé, vécu en marge de la loi ; il pourrait recommencer. Mais que deviennent les syndicats de cheminots ? Les chefs confédéraux seraient réduits, comme Soubise, à chercher leurs troupes.

Si on veut, comme on l'a souvent proclamé,

POUR SAVOIR
ce que représente
l'opposition communiste
et ce qu'elle veut
il faut lire

La Révolution défigurée

par Léon TROTSKY

Un volume in-8 fou, 224 pages
Prix : 15 francs.

faire de la C.G.T.U. une organisation de masse, il faut rompre nettement avec la politique des zigzags.

Pour ramener la C.G.T.U. dans la bonne voie syndicale, la minorité doit rassembler ses forces pour être en mesure de poursuivre une action méthodique et efficace. « Il faut dès maintenant, dire Boville en terminant, grouper la minorité. »

C'est, en effet, le problème de demain. Nous aurons l'occasion de l'examiner lorsqu'il sera possible de dégager une vue d'ensemble du congrès et de rétablir dans leur exactitude les déclarations des délégués minoritaires, systématiquement déformés et faussés dans les comptes rendus de l'Humanité.

Au Congrès des Ports et Docks

Ce Congrès servit de prologue au congrès de la C.G.T.U. Prologue peu favorable à la direction confédérale puisque ses défenseurs ne purent grouper que 9 voix tandis que le bureau fédéral voyait sa gestion et son attitude approuvées par 25.

Pourtant la préparation avait été sérieuse. Toute l'artillerie disponible avait été mobilisée. Le morceau était d'importance et on croyait pouvoir l'enlever. Le bureau fédéral avait, en effet, pris très nettement position, contre la folle démonstration projetée pour le 1er août.

Au congrès, Leboursier (dockers de Bordeaux) essaya de reprendre les « arguments » de l'Humanité et de la Vie Ouvrière, d'accuser Bour et Engler de s'être faits, lors du 1er août, « aux côtés de la bourgeoisie et de la police, les pourvoyeurs des prisons ». Mais il dut constater que ces camarades et leurs partisans, qui savent ce que c'est que l'action révolutionnaire et n'ont, sur ce sujet, de leçons à recevoir de personne, n'étaient pas disposés à tolérer ces accusations immondes. Et il comprit assez vite qu'il devait surveiller son vocabulaire.

Dans une intervention vigoureuse et solide, Engler donna les raisons de son attitude. Sans doute il est facile de décréter de Paris — ou de Berlin — des grèves générales, facile aux fonctionnaires irresponsables de répéter les ordres du centre, mais il est facile aussi de démolir les organisations les plus solides quand des démonstrations de cette importance sont décidées à contre-temps et précédées d'une préparation incohérente. Il rappela qu'en 1925 il s'était soumis à l'injonction du bureau régional du parti en Basse-Seine et avait appelé les dockers à cesser le travail pour protester contre la guerre du Maroc. Résultat : le syndicat des dockers de Rouen qui comptait 2.500 membres, tomba d'un coup à 150. Non que les dockers redoutent l'action révolutionnaire. Ils avaient, antérieurement, refusé d'embarquer des munitions de guerre destinées à la Petite-Entente, contre la Russie des soviets, munitions qui furent transportées par d'autres, toujours prêts à voter la grève générale mais ne la font pas. Il jugea cette expérience suffisante, car sa répétition aurait eu des conséquences identiques : abattre un syndicat péniblement reconstitué sans profit pour les ouvriers.

Passant aux accusations colportées contre lui et ses amis de vouloir entraîner la Fédération hors de la C.G.T.U. pour rester dans l'autonomie ou même aller à la C.G.T. Lafayette, il leur opposa un démenti net et catégorique, déclarant que si le syndicat des dockers de Rouen décidait jamais de passer à l'autonomie, il se retirerait, lui, du mouvement.

Ces déclarations impressionnèrent vivement les délégués qui, en conclusion, é mirent le vote indiqué plus haut.

Notons, pour terminer, un fait qui montre bien les conséquences néfastes de la politique de la direction du Parti communiste et de la C.G.T.U.

Le camarade Olivier, délégué du puissant syndicat de Dunkerque, le plus nombreux de la Fédération — il compte 4.500 membres — dénonça avec vigueur « la malinisme du Parti sur le mouvement syndical », rappelant que son syndicat avait voté une résolution se terminant ainsi : « Vive la C.G.T.U. libérée de la tutelle d'un Parti communiste. »

Or, il y a très peu de temps encore, Olivier appartenait au Parti communiste. On peut mesurer par là les conséquences d'une politique stupide et l'irritation qu'elle suscite chez les ouvriers. — D. G.

La répression ne s'arrête pas aux communistes

Les journaux ont publié la dépêche suivante :

« Lyon 12 septembre. — La police a arrêté M. Marius Quetaud, âgé de 30 ans, secrétaire du syndicat autonome des maçons, inculpé d'avoir organisé, hier, une agression contre les ouvriers travaillant dans un chantier, rue Béchevin. »

Le syndicat des maçons de Lyon est un syndicat puissant que la politique des dirigeants de la C.G.T.U. a poussé dans l'autonomie. On voit qu'il en a pas, pour cela, perdu sa combativité.

Pour les abonnés de la « Vérité » de Limoges

Nos amis de Limoges ont publié, avant nous, une Vérité hebdomadaire. Ils se sont malheureusement vus contraints d'en cesser la publication au 14^e numéro, alors que leur journal s'était déjà fait sa place dans le mouvement ouvrier limousin et qu'un faible appui eût pu assurer son existence.

Ils nous ont demandé, puis que nous'avons repris leur titre, de prendre aussi le service des abonnements qui leur avaient été souscrits.

Bien que cela nous impose une assez lourde charge, nous avons décidé d'accueillir favorablement leur demande. Les abonnés de la Vérité de Limoges ont déjà dû, tous, recevoir notre premier numéro, et le service leur sera continué jusqu'à expiration de leur abonnement.

Le dernier zigzag

Coup de barre à gauche

Dans les jours qui suivirent le 1er août, l'Humanité donna l'impression que la panique s'était emparée des dirigeants du Parti. Le caractère de la campagne menée en faveur de la B.O.P. reflétait l'affolement qui régnait dans les hautes sphères.

Quand les ouvriers virent que la B.O.P. était sauvée, ils éprouvèrent une vive satisfaction. Dans le désastre qu'était cette manifestation manquée, on pouvait au moins enregistrer un succès. On ne se demandait pas par quels moyens il avait été obtenu ; on pouvait penser qu'à côté de la campagne publique il y avait eu, dans la coulisse, une action pas tout à fait conforme au grand principe de « classe contre classe », l'avocat choisi étant un adversaire bien connu du communisme. Mais on voulait avant tout se réjouir d'avoir arraché la B.O.P. aux sales paltes qui s'étaient abattues sur elle.

Puis, un bon mois s'étant écoulé, l'invariable direction du Parti fit éclater son tonnerre. Maintenant que la B.O.P. était sauvée, elle dénonçait comme une trahison la campagne menée par l'Humanité, sous la direction de Cachin. Celui-ci échappait à ses coups ; dans toutes les tempêtes qui secouent le Parti il surnage toujours, ce n'est pas un homme mais un bouchon de liège. Six rédacteurs de bien moindre importance étaient chassés séance tenante.

Après la consternation des premiers jours devant l'échec évident de la démonstration, on avait donné le consigne d'affirmer que les objectifs que s'était fixés le Parti avaient été atteints et même dépassés.

La preuve c'est qu'on allait enfin pouvoir épurer le Parti, le débarrasser de ses « paniquards », de ses « scories », etc.

Ce n'est pas tout à fait cela qu'avaient annoncé les dirigeants du Parti. Ils avaient parlé de « promotion des 10.000 ». Or si l'on voit qu'il y a des exclusions, on n'entend guère parler d'adhésions.

La vérité est que ce tardif accès de gauchisme a sensiblement accentué le malaise et le trouble que la « journée du 1er août » a fait naître chez beaucoup de membres du Parti. On sent plus ou moins clairement qu'il n'a pour but que de déplacer les responsabilités et d'empêcher les ouvriers communistes de viser trop haut.

Mais une direction de parti qui appelle les ouvriers à descendre dans la rue et qui s'aperçoit, après coup, qu'il y a des « paniquards » partout, même dans la rédaction de l'organe central du Parti, ne fait qu'aggraver son cas. Elle ajoute l'ignorance de ce qui se passe dans sa propre maison à son incapacité de comprendre une situation donnée.

Dans toute organisation ouvrière saine, des faits de cette importance provoqueraient de larges et vives discussions. Mais l'état de siège puis l'autocritique ont supprimé toute vraie critique. Et ce sont les représentants du centre qui viennent en accusateurs. Ils se présentent dans des cellules vidées de leurs membres. Ils menacent d'exclusion quiconque ose s'attaquer à la direction même du Parti et à sa funeste politique.

Dans de telles conditions, la tâche des opposants n'est pas commode. Pourtant il reste possible, et cela a été fait dans certaines cellules, de développer des critiques qui portent parce que leur justesse est évidente et qu'elles correspondent à la pensée intime des communistes du rang. En tout cas les opposants ne doivent pas se laisser exclure sans discuter pied à pied avec les exécuteurs du centre ; les arguments solides ne manquent pas et tel ouvrier qui refuse de se laisser convaincre tout de suite le sera plus tard, à la réflexion : c'est de la sentence qui finit par germer.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître en octobre 1929

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Un volume de près de 600 pages
Prix actuel : 15 fr. franco.

UN LIVRE

que chaque militant doit lire

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amedée DUNOIS.

Un volume in-16 Jésus de 612 pages
Prix : 25 francs.



Les Livres

DEUX LIVRES SUR L'ALSACE-LORRAINE

Divorce de l'Alsace, par Georges Roux (N.R.F.)
Alsace et Lorraine (Au-dessus des Passions),
par Andrée Violis (Attinger).

Ces deux livres pourront apporter au lecteur quelques indications, quelques références sur ce que la presse bourgeoise appelle le « malaise alsacien ». Ils ne lui donneront aucun éclaircissement sur la nature de l'autonomisme. L'auteur du premier envisage abstraitement le problème alsacien et esquisse une résolution des difficultés du gouvernement français en combinant les notions de centralisme et de fédéralisme pour aboutir à un régionalisme particulier.

Le second est une enquête débordante d'optimisme menée auprès des grands producteurs des deux provinces sur la prospérité économique.

Pour Georges Roux, l'Alsace provinciale et patriarcale, après l'enthousiasme des premiers jours, se défend contre la centralisation moderne et radicale de Paris dont elle n'entend pas être « la banlieue ». La destinée historique de l'Alsace qui appartient tour à tour au St-Empire, à la monarchie de Louis XIV, au Reich, puis à la troisième République, la tradition des souverainetés ecclésiastiques, la configuration géographique ont contribué à renforcer l'unité particulière de cette province.

En 1871, l'Alsace est séparée de la France de la loi Falloux et du Concordat, de la France religieuse. Pendant l'administration allemande, ses prêtres, l'armature des campagnes, subissent l'attraction du parti catholique allemand, le « centrum ». Le régime intérieur allemand et, surtout après 1911, la concession plus ou moins effective d'un régime fédéraliste par Octroi à Strasbourg du Landtag fortifient les habitudes particularistes. Or, en 1918, l'Alsace est intégrée à une France laïque et centralisée. Aussi pour l'auteur, qui passe sur les difficultés économiques « apaisées », ce sont les difficultés civiles et confessionnelles qui furent les moteurs de l'autonomisme : une administration inférieure à ses prédécesseurs comme à sa tâche, une législation retardataire, des impôts mal ajustés, des fonctionnaires venus de l'intérieur, représentants d'un pouvoir centralisé, qui est lui-même sous la tutelle de Comités électoraux irresponsables ; l'école confessionnelle menacée, le clergé incertain de son avenir, la religion en péril. De là le mécontentement contre les promesses trahies « par l'assimilation ». Tout tourne autour des consciences. Et du mécontentement naît l'autonomisme, tendance vague dans ses objectifs, que l'auteur définit « un véritable séparatisme moral ». Il préconise pour l'apaiser un régionalisme qui permettrait l'autonomie administrative, religieuse et scolaire au moyen d'une délégation parlementaire à Strasbourg. Mais ce problème pose celui de toute l'organisation inférieure de la France, dont le régime parlementaire impuissant a affaibli, pour l'auteur, le pouvoir d'Etat. Et, dans sa conclusion, il laisse percer le bout de l'oreille de la politique qui ignore « les querelles et les polémiques de parti », la politique réaliste, la panacée nouvelle qui appartient au bagage de la rationalisation.

Andrée Violis a recueilli des grands patrons alsaciens et de quelques universitaires le tableau riant d'une grande prospérité commerciale et industrielle, du développement de la technique et des œuvres sociales. A cela, elle ajoute la description de l'extraction du pétrole et de la polasse et des transformations industrielles du minerai de fer.

Aucun de ces deux livres ne contient donc une étude des racines des divers courants de résistance à l'intégration française, courants

généralement compris sous le nom d'autonomisme ; ni l'un ni l'autre ne se livrent à l'analyse sociale de l'Alsace pour dégager le contenu de ce mouvement. Ils citent presque toutes les difficultés économiques particulières à l'Alsace : rupture avec les marchés allemands et isolement, par les barrières douanières allemandes, des débouchés anciens, concurrence du textile de l'intérieur, charges des assurances sociales particulières à l'industrie alsacienne, charges particulières des impôts municipaux, très lourds, hérités du décentralisme allemand et sans compensation devant les lourds impôts d'Etat français, etc. Ces difficultés, pour la plupart, ne furent pas déterminantes ; l'intégration à l'unité industrielle nationale, le rachat des biens séquestrés par des groupes français, la franchise douanière imposée pour cinq ans à l'Allemagne, les accords internationaux qui rouvrirent en partie les marchés allemands en réduisirent l'importance. La grande bourgeoisie alsacienne a lié son sort à celui de la production nationale : elle est chavivine.

Aucun des deux livres n'aborde l'étude sociale des classes qui ont adhéré au courant autonomiste. Les paysans, groupés autour de leurs prêtres pour la défense de leur langue et de l'école confessionnelle. Ces prêtres de campagne enracinés dans la population paysanne, dont ils sont les meneurs d'une façon qui rappelle les « populaires » italiens de don Sturzo. La petite bourgeoisie des villes, les artisans et les intellectuels habitués à conduire eux-mêmes la vie administrative et politique, et qui se trouvent aux prises avec des fonctionnaires venus de l'intérieur, incompréhensifs et insuffisants. Un commerce économique et culturel orienté vers l'Est et rompu, une crise de débouchés pour les cultures maraichères qui se heurtent aux barrières douanières allemandes. Les ouvriers aux salaires particulièrement bas soumis aux brutalités de l'occupation militaire. Ce sont les classes engagées dans le mouvement confus de l'autonomisme pour des motifs de classe, dus à leur situation politique, économique et sociale. Contre elles luttent des forces chauvines et le pouvoir d'Etat, avec le concours du parti socialiste, allemand sous une bourgeoisie allemande et français sous une bourgeoisie française, dont Georges Roux dira lui-même : « Les socialistes autrichiens pro-allemands devenus patriotes par anticléricalisme. »

Amalgame confus d'intérêts opposés, de réactions particulières, l'autonomisme alsacien n'a pas précisé ses fins. Elles vont de la revendication d'une décentralisation administrative au séparatisme conséquent. Le mouvement des cléricaux et des petits bourgeois paraît devoir s'apaiser dans le cadre national français au prix de concessions administratives et personnelles. De l'abbé Haegy, Georges Roux parle ainsi : « Des hommes comme l'abbé Haegy ? Des gouvernements bien faits les fusillent comme des idéologues dangereux ou s'en servent en collaborateurs d'autant plus précieux qu'ils sont indépendants. »

F. G.

LA LUTTE DE CLASSES

N° 12, 10 septembre 1929

Un pas en avant.

Lettre à L. Trotsky (P. Naville.).

Réponse (L. Trotsky).

Après le Premier Août.

Discours sur le programme (fin) (Rosa Luxembourg).

Le sens du conflit sino-russe (A. Ariat).

Impérialisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (A. Patri).

Résolution secrète contre Boukharine.

Numéro double. — Prix : 2 francs.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-VI (Métro: 73-20)

La vie du journal

Notre départ a été satisfaisant et encourageant. Nous avons fait distribuer 4.000 numéros de la Vérité dans les librairies et kiosques parisiens, et, d'après les informations que nous avons pu recueillir, il ne nous en reviendra pas beaucoup. Pourtant nous avons dû nous borner à une publicité des plus réduites. Nos affiches étaient minuscules et leur nombre infime.

Sur certains points, la provision des marchands s'est trouvée rapidement épuisée. Nous tiendrons compte des renseignements qui nous ont été donnés pour la répartition de ce numéro. Mais pour pouvoir régulariser la vente à Paris, nous devons demander à nos amis parisiens de se transformer en inspecteurs bénévoles de la vente. C'est par eux seulement que nous pourrions avoir les indications indispensables pour régler notre tirage, assurer une bonne distribution et réduire au minimum le nombre des invendus.

Il est trois points sur lesquels il nous faut insister auprès de nos amis, auprès de tous ceux qui jugent notre journal utile.

Il nous faut d'abord des souscriptions.

Nous avons réduit nos frais d'installation au minimum. Pour meubler notre boutique, l'un a donné une table, un autre des chaises, un troisième une machine à écrire. Nous avons reculé devant la dépense qu'aurait occasionnée l'installation du téléphone, bien qu'il en résulte pour nous une grande perte de temps. Mais si doucement qu'on aille, les dépenses grimpent vite. Nous voudrions pouvoir nous en libérer au plus tôt, de façon à pouvoir faire porter tous nos efforts sur la diffusion et le développement du journal.

Les abonnements sont toujours, pour un périodique, la ressource la meilleure, la plus sûre et la plus profitable. Certains, qui nous ont été promis, ne nous sont pas encore parvenus. Nos amis doivent comprendre notre impatience de voir s'augmenter régulièrement et rapidement le nombre de nos fiches. En nous envoyant leur abonnement ils doivent nous demander des carnets qui leur rendront plus commode le travail de recrutement d'abonnés autour d'eux.

Reste l'organisation de la vente au numéro dans toutes les grandes villes et dans les centres industriels.

Sur ce terrain, nos camarades belges sont arrivés bon premiers. Plusieurs d'entre eux ont déjà organisé la vente de la Vérité et elle le sera bientôt partout.

En province, nos amis doivent d'abord s'attacher à faire connaître notre journal. Dans ce but, nous leur enverrons autant d'exemplaires qu'ils nous en demanderont pour les distribuer et les expédier dans le voisinage. Ensuite ils devront constituer, partout où cela sera possible, de petits groupes qui prendront sur eux la charge d'organiser la vente. Dans ce domaine toutes les indications qu'ils pourront nous donner nous seront très précieuses : critiques du journal, de sa forme, de son contenu, désir de voir traiter certaines questions, etc.

Il est maintenant tout à fait clair que nous serons très à l'étroit dans nos huit pages. La confection de ce second numéro nous en a convalescus. Il a encore fallu tailler, rogner dans les articles qui devaient nécessairement passer, et en sacrifier d'autres. Naturellement nous ferions bien volontiers douze pages, au moins une fois par mois pour commencer, mais c'est une question qui ne pourra se poser utilement que dans quelques mois et dont la solution est entre les mains des amis du journal. Pour l'instant, il nous faut rester dans nos huit pages.

Nous avons été contraints une fois encore de laisser sur le marbre une page de « discussions » qui était toute prête, et rassemblait les lettres que nous avons reçues concernant le regroupement de l'opposition et le journal lui-même, questions qui sont en grande partie liées. Elle passera sûrement la semaine prochaine car nous avons hâte de donner ces lettres et nos réponses et, qu'en outre, d'autres discussions s'amorcent déjà, notamment à propos de la « Déclaration » parue au premier numéro, qui devait nécessairement en provoquer.